

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

20 MAI 1997

PROJET DE LOI

**relatif à l'amélioration de la
procédure pénale au stade de
l'information et de l'instruction**

AMENDEMENTS

N° 73 DE M. BOURGEOIS

Art. 10

**Compléter l'article 61bis, alinéa 2, proposé
par ce qui suit :**

*« conformément à l'article 63 ou sur réquisition
d'instruction judiciaire du ministère public. »*

JUSTIFICATION

L'action publique peut être mise en mouvement par voie de citation, de plainte avec constitution de partie civile ou de réquisition d'instruction judiciaire par le procureur du Roi.

Le cité direct a le droit de consulter l'ensemble du dossier à compter de la citation par la voie de laquelle le juge d'instruction est saisi de l'affaire. Il est donc absurde d'appliquer au cité direct les dispositions de l'article 61ter nouveau proposé (article 11 du projet) relatives à la consultation du dossier.

Voir :

- 857 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.

— N° 2 à 7 : Amendements.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

20 MEI 1997

WETSONTWERP

**tot verbetering van de
strafrechtspleging in het stadium
van het opsporingsonderzoek
en het gerechtelijk onderzoek**

AMENDEMENTEN

Nr 73 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 10

**In het voorgestelde artikel 61bis, het tweede
lid aanvullen met wat volgt :**

*« overeenkomstig artikel 63 of door een vordering
tot gerechtelijk onderzoek van het openbaar ministe-
rie. »*

VERANTWOORDING

De strafvordering kan op gang gebracht worden door middel van een dagvaarding, een klacht met burgerlijke partijstelling of het vorderen van een gerechtelijk onderzoek door de Procureur des Konings.

De rechtstreeks gedaagde heeft vanaf de dagvaarding waarmee de zaak aanhangig gemaakt wordt recht op inzage van het volledige dossier. Voor de rechtstreeks gedaagde heeft de toepassing van de in het nieuw voorgestelde artikel 61ter (artikel 11 van het ontwerp) uitgewerkte regeling met betrekking tot de inzage van het dossier, derhalve geen zin.

Zie :

- 857 - 96 / 97 :

— Nr 1 : Wetsontwerp.

— N° 2 tot 7 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

En ce qui concerne la demande de levée d'actes d'instruction relatifs aux biens (article 61^{quater}) et la demande d'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires (article 61^{quinquies}), on ne voit pas non plus l'utilité d'assimiler le cité direct à l'inculpé. Dans ces cas, le juge d'instruction n'a en effet jamais été saisi.

Il paraît cependant logique de conférer à la personne à l'égard de laquelle l'action publique a été engagée à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile ou à la suite d'une réquisition d'instruction judiciaire par le procureur du Roi les mêmes droits qu'à l'inculpé.

N° 74 DE M. BOURGEOIS

(En ordre principal)

Art. 11

Remplacer l'article 61^{ter} proposé par la disposition suivante :

« Art. 61^{ter}. — *L'inculpé non détenu et la partie civile ont le droit de consulter le dossier original ou une copie de celui-ci.* »

JUSTIFICATION

La réglementation proposée par le projet de loi implique une discrimination dans le chef de la victime (la partie civile) et de l'inculpé non détenu par rapport à l'inculpé placé en détention préventive. Cette discrimination ne résistera vraisemblablement pas à une confrontation avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Conseil d'Etat fait observer à juste titre que « cette restriction se comprend mal à la lumière de l'accès illimité que l'inculpé en détention préventive a déjà lors de la première comparution en chambre du conseil (article 21, § 3, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive), et à la lumière de l'intention expresse de la Commission pour le droit de la procédure pénale d'éliminer la discrimination existant entre les droits des inculpés détenus et ceux qui ne le sont pas. »

Nous estimons que la loi doit être adaptée de manière à permettre au juge d'instruction d'apprécier la recevabilité de la constitution de partie civile. Une fois cette décision prise, il n'est pas normal que la partie civile doive entamer une procédure pour faire valoir son droit à consulter le dossier.

Cela vaut également pour l'inculpé. Si l'inculpation confère effectivement des droits, ceux-ci doivent pouvoir être exercés sans entrave par l'intéressé et sans que celui-ci et la justice se voient imposer des procédures contraignantes.

L'argument du gouvernement selon lequel un système d'accès périodique au dossier n'a pas été retenu parce qu'il aurait trop alourdi l'instruction n'est pas pertinent.

C'est, au contraire, plutôt le système proposé par le gouvernement qui semble grever l'instruction.

Si la publicité interne vaut pour un inculpé détenu, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait refuser le bénéfice de ce droit aux autres parties concernées.

Ook wat betreft de vraag tot opheffing van onderzoekshandelingen met betrekking tot de goederen (artikel 61^{quater}) en de vraag om bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten (artikel 61^{quinquies}) ziet men het nut niet in van de gelijkshakeling van de rechtstreeks gedaagden met de inverdenkinggestelde. De onderzoeksrechter is immers in deze hypothese nooit geadieerd geweest.

Wel lijkt het logisch om aan de persoon tegen wie de strafvordering werd opgestart na klacht met burgerlijke partijstelling, of na het vorderen van een gerechtelijk onderzoek door de Procureur, dezelfde rechten te geven als aan de inverdenkinggestelde.

N° 74 VAN DE HEER BOURGEOIS

(In hoofdorde)

Art. 11

Het voorgestelde artikel 61^{ter} vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 61^{ter}. — *De niet-aangehouden inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij hebben het recht tot inzage van het originele dossier, of van een kopie ervan.* »

VERANTWOORDING

De door het ontwerp voorgestelde regeling houdt een discriminatie van het slachtoffer (de burgerlijke partij) en de niet-aangehouden inverdenkinggestelde in tegenover de verdachte die zich in voorlopige hechtenis bevindt. Deze discriminatie zal waarschijnlijk de toets aan het EVRM niet kunnen weerstaan.

De Raad van State merkt terecht op : « Deze bepaling is moeilijk te begrijpen, in het licht van de onbeperkte toegang die een in voorlopige hechtenis verdachte reeds bij de eerste verschijning voor de Raadkamer heeft (artikel 21, § 3, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis), en in het licht van de uitdrukkelijke bedoeling van de Commissie Strafprocesrecht om de bestaande discriminatie tussen de rechten van aangehouden en niet-aangehouden verdachten weg te werken. »

Mijns inziens moet de wet aangepast worden zodat de onderzoeksrechter de ontvankelijkheid van de burgerlijke partij kan beoordelen. Eenmaal dit gebeurd is, ziet men niet in dat de burgerlijke partij een procedure moet voeren om zijn recht tot inzage te kunnen uitoefenen.

Hetzelfde geldt voor de inverdenkinggestelde. Als de inverdenkingstelling effectief rechten meebrengt, dan moeten deze zonder belemmeringen en zonder de betrokkene en het gerecht belastende procedures kunnen uitgeoefend worden.

Het argument van de regering dat een systeem van periodieke inzage niet weerhouden is omdat dit het gerechtelijk onderzoek al te zeer zou belasten, snijdt geen hout.

Dit lijkt daarentegen veeleer het geval te zijn met de door de regering voorgestelde regeling.

Als de interne openbaarheid voor een aangehoudene geldt, zie ik geen argument om dit recht te ontfeggen aan de andere betrokkenen.

« Il faut que l'inculpé puisse savoir sur quoi repose l'instruction ouverte contre lui. C'est une simple question d'humanité. La tension à laquelle est exposé celui qui est désigné comme inculpé, peut être réduite si celui-ci sait sur quoi repose l'inculpation. La consultation des pièces du dossier permet également à l'inculpé de préparer sa défense dès le début de l'instruction. Celui qui connaît les éléments à charge peut tenter de faire valoir d'éventuels éléments à décharge. » (*Het Nederlands strafprocesrecht*, Corstens, deuxième édition, p. 84)

En fin de compte, la modification que nous proposons sera bénéfique pour le déroulement du procès.

N° 75 DE M. BOURGEOIS

(En ordre subsidiaire)

Art. 11

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 11. — *Un article 61ter, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :*

« Art. 61ter. — § 1^{er}. *L'inculpé non détenu et la partie civile ont le droit de consulter le dossier, en original ou en copie, au terme d'un délai de trois mois à compter de l'inculpation ou de la constitution de la partie civile, et ensuite tous les mois.*

Le greffier donne immédiatement avis aux bénéficiaires de ce droit et à leur conseil, par télécopie ou lettre recommandée, du moment où le dossier pourra être consulté durant 72 heures au moins.

§ 2. *Le juge d'instruction peut refuser, par ordonnance, la communication de certaines pièces du dossier, si l'intérêt de l'instruction le requiert.*

Ce refus ne peut en aucun cas viser les procès-verbaux d'auditions de l'intéressé et d'auditions dont le contenu a été entièrement communiqué oralement à l'intéressé, ni les procès-verbaux d'auditions ou d'actes d'instruction auxquels l'intéressé ou son conseil ont assisté.

§ 3. *Le refus est notifié à l'intéressé et communiqué au procureur du Roi.*

§ 4. *L'intéressé peut saisir la chambre du conseil d'un recours par requête motivée, déposée au greffe du tribunal de première instance dans un délai de quinze jours à compter du jour où l'ordonnance est portée à sa connaissance.*

La chambre du conseil statue dans les quinze jours du dépôt de la requête, au terme d'un débat contradictoire, après avoir entendu le juge d'instruction au sujet de son rapport, le procureur du Roi dans sa réquisition et l'intéressé dans ses conclusions.

§ 5. *Le chambre du conseil statue en dernier ressort. Sauf annulation antérieure du refus par le juge d'instruction, l'intéressé peut de nouveau saisir la*

« De verdachte behoort te kunnen weten waarop het tegen hem ingesteld onderzoek berust. Dat is een eis van humaniteit. De spanning waarin iemand die als verdachte is aangemerkt, nogal eens zal verkeren, kan worden verminderd indien men kennis draagt van de grondslag waarop de verdenking berust. Daarnaast biedt kennisneming van de processtukken de verdachte ook de gelegenheid zijn verdediging reeds in een vroeg stadium gestalte te geven. Wie het belastend materiaal kent, kan pogen eventueel ontlastend materiaal ter tafel te brengen. » (*Het Nederlands strafprocesrecht*, Corstens, tweede druk, blz. 84)

Uiteindelijk zal de procesgang hierdoor gediend zijn.

N° 75 VAN DE HEER BOURGEOIS

(In bijkomende orde)

Art. 11

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. — *In hetzelfde wetboek wordt een artikel 61ter ingevoegd luidend als volgt :*

« Art. 61ter. — § 1. *De niet aangehouden inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij hebben recht op inzage van het dossier in origineel of in kopie, na verloop van een termijn van drie maanden na de inverdenkingstelling, respectievelijk de burgerlijke partijstelling, en verder om de maand.*

De griffier brengt de gerechtigden en hun raadsman per telefax of aangetekende brief onverwijld ter kennis wanneer het dossier kan worden ingezien, gedurende ten minste 72 uur.

§ 2. *De onderzoeksrechter kan de inzage van bepaalde stukken van het dossier weigeren bij beschikking, indien het belang van het onderzoek dit vordert.*

Deze weigering kan nooit betrekking hebben op processen-verbaal van verhoren van de betrokkene en van verhoren waarvan de inhoud aan de betrokkene mondeling volledig mededeling is gedaan, noch betrekking hebben op processen-verbaal van verhoren of onderzoekshandelingen die de betrokkene of zijn raadsman bijgewoond hebben.

§ 3. *De weigeringsbeslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokkene en medegedeeld aan de procureur des Konings.*

§ 4. *De betrokkene kan de Raadkamer adiëren aangaande de beschikking van de onderzoeksrechter, bij gemotiveerd verzoekschrift neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de dag dat de beschikking hem ter kennis werd gebracht.*

De Raadkamer doet uitspraak binnen de vijftien dagen na het indienen van het verzoekschrift na een tegensprekelijk debat, de onderzoeksrechter gehoord over zijn rapport, en de Procureur des Konings in zijn vordering, de betrokkene in zijn conclusies.

§ 5. *De Raadkamer doet uitspraak in laatste aanleg. Behoudens een vroegere opheffing van de weigeringsbeslissing door de onderzoeksrechter, kan de be-*

chambre du conseil au terme d'un délai de trois mois à compter du jour du dépôt de la requête précédente. ». »

JUSTIFICATION

La procédure prévue par le projet de loi est compliquée et coûteuse.

Le présent amendement s'inspire d'une approche totalement différente. Il postule le droit fondamental de consulter le dossier au terme d'un délai initial de trois mois, et ensuite tous les mois, et ce, pendant 72 heures chaque fois.

Le juge d'instruction doit prendre personnellement l'initiative quand, exceptionnellement, il estime que des raisons justifient de ne pas accorder ce droit de consultation pour certaines pièces.

La disposition prévue au § 2 est inspirée de la législation néerlandaise :

« L'intérêt de l'instruction est dicté par la recherche de la vérité en vue d'infliger éventuellement des sanctions pénales. Il est dès lors concevable que l'inculpé ne puisse pas prendre connaissance de dépositions de témoins si celles-ci donnent lieu à l'audition d'autres témoins et qu'il existe un risque que l'inculpé tente d'influencer ces autres témoins. » (Corstens, *o.c.*, pp. 84-85)

Conformément à la position que j'ai déjà explicitée antérieurement, je propose, ici aussi, que la compétence en cette matière soit attribuée à la chambre du conseil, étant donné que la procédure devant la chambre des mises en accusation est longue et coûteuse.

Tôt ou tard, le président de la chambre du conseil est quand même amené à prendre connaissance du dossier (il se peut qu'une personne soit détenue et qu'il ait déjà étudié le dossier).

Au niveau de la chambre des mises en accusation, quatre personnes, qui ne sont pas familiarisées avec le dossier, doivent lire le dossier.

Nous estimons qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'un acte de contrôle du juge d'instruction, mais d'une décision concernant une requête émanant de l'inculpé ou de la partie civile.

La décision de la chambre du conseil n'est susceptible d'aucun pourvoi en cassation.

trokkene de Raadkamer opnieuw adiëren na verloop van een termijn van drie maanden vanaf de dag van de indiening van het vorige verzoekschrift. ». »

VERANTWOORDING

De in het ontwerp aangenomen regeling is omslachtig en duur.

Dit amendement gaat uit van een omgekeerde benadering. Het vertrekt van een principieel recht op inzage na verloop van drie maanden, en verder om de maand, telkens gedurende 72 uur.

De onderzoeksrechter moet zelf het initiatief nemen wanneer bij uitzonderlijk meent dat er redenen zijn om bepaalde stukken aan het inzagerecht te onttrekken.

De in paragraaf 2 voorgestelde regeling is geïnspireerd op de Nederlandse wetgeving :

« Het belang van het onderzoek is gelegen in de waarheidsvinding met het oog op de eventueel uit te vaardigen strafrechtelijke sancties. Zo is denkbaar dat de verdachte geen kennis mag nemen van getuigenverklaringen indien die aanleiding geven tot het verhoor van andere getuigen en te vrezen valt dat de verdachte die andere getuigen zal pogen te beïnvloeden. » (Corstens, *o.c.*, blz. 84-85)

Consequent met mijn reeds eerder uiteengezette opvatting, pleit ik ook hier voor de bevoegdheid van de Raadkamer. De procedure voor de Kamer van Inbeschuldigingstelling is tijdrovend en duur.

De voorzitter van de Raad moet het dossier toch vroeg of laat lezen (misschien is er een aangehoudene en heeft hij het dossier reeds doorgenomen).

In de Kamer van Inbeschuldigingstelling moeten vier mensen, die met het dossier niet vertrouwd zijn, het dossier lezen.

Mijns inziens betreft het hier geen daad van toezicht op de onderzoeksrechter, maar een beslissing over een vordering van de inverdenkinggestelde of de burgerlijke partij.

Tegen de beslissing van de Raadkamer staat geen voorziening in Cassatie open.

G. BOURGEOIS